



Pénurie de main-d'œuvre, Politique européenne

Un plafonnement rigide de la population **aggraverait les problèmes** de la Suisse

28.05.2026

D'un coup d'oeil

- Une nouvelle étude commandée par la Confédération estime que les coûts occasionnés par un plafonnement rigide de la population dépassent largement les économies réalisées
- Un plafond fixe ne ferait qu'aggraver encore les défis actuels liés à la pénurie de main-d'œuvre, au système de la santé et à l'AVS
- economiesuisse rejette fermement le plafond démographique rigide proposé et préconise de chercher des solutions ciblées dans les domaines du logement, des infrastructures et de l'asile

Am 14. Juni stimmen wir über einen starren Bevölkerungsdeckel ab. Nun zeigt eine externe Studie im Auftrag des Staatssekretariats für Migration (SEM), die im Rahmen zweier parlamentarischer Vorstösse erstellt wurde, die potenziellen Auswirkungen auf: Die Begrenzung der ständigen Wohnbevölkerung der Schweiz auf 10 Millionen Menschen hätte weitreichende Folgen für Wirtschaft, Sozialversicherungen und die bilateralen Beziehungen zur EU.

Les coûts occasionnés dépasseraient largement les économies réalisées

L'étude montre ainsi que limiter la population à 10 millions de personnes occasionnerait des coûts considérables sur les plans économiques et sociaux. Elle estime toutefois, qu'un tel plafonnement aurait également des effets bénéfiques, notamment sur le marché immobilier, les infrastructures, l'environnement ainsi que sur certaines prestations sociales fondées sur le besoin, telles que les prestations complémentaires et l'aide sociale. Cependant, les économies seraient nettement inférieures aux coûts estimés.

Aggravation des difficultés liées à la pénurie de main-d'œuvre, à la santé et à l'AVS

Pour les finances publiques, le coût d'un plafonnement serait substantiel: selon l'étude, au fil des décennies, le résultat de répartition de l'AVS baisserait de plusieurs milliards de francs par an et les recettes fiscales diminueraient plus fortement que les dépenses, notamment pour les prestations complémentaires et l'aide sociale. En parallèle, la part des dépenses de santé au revenu national augmenterait davantage qu'en l'absence de limitation.

Le marché du travail serait particulièrement touché. L'étude estime en effet que d'ici à 2050 il manquera plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Les secteurs qui pâtissent déjà d'une pénurie de main-d'œuvre, tels que l'hôtellerie, la restauration, l'industrie ainsi que le système de la santé et les soins, seraient touchés plus fortement que la moyenne. Dans le secteur des soins, des besoins croissants liés au vieillissement de la population viendraient se heurter à une offre de main-d'œuvre en baisse.

L'AVS subirait également une pression accrue: l'étude s'attend à une augmentation considérable de la lacune de financement. Pour la combler, il faudrait, à long terme, trouver des sources de financement supplémentaires, comme un relèvement des cotisations salariales, des hausses d'impôts ou un ajustement des prestations. Quant à la hausse des dépenses de la santé, elle serait supportée par un nombre inférieur de personnes actives, ce qui pourrait encore alourdir la charge par habitant.

Les régions rurales et la sécurité d'approvisionnement particulièrement touchées

Les conséquences d'une limitation stricte seraient différentes d'une région à l'autre. Selon l'étude, en particulier les régions rurales et périphériques, davantage affectées par le vieillissement démographique, devraient faire face à des défis supplémentaires. Parmi ceux-ci figurent les risques liés aux soins médicaux de base, la pénurie croissante de main-d'œuvre, un exode accéléré ainsi que d'éventuelles fermetures d'écoles en raison de la baisse des effectifs scolaires.

Vorteile der Arbeitskräftezuwanderung überwiegen

Dans l'ensemble, l'étude formule une conclusion claire: une limitation durable de l'immigration ne ferait qu'aggraver les problèmes auxquels la Suisse est déjà confrontée: le vieillissement démographique, la pénurie de main-d'œuvre et l'augmentation des coûts de santé. Elle restreindrait également la marge de manœuvre politique.

Pour economiesuisse, l'étude confirme que les avantages de l'immigration de main-d'œuvre pour la prospérité, les assurances sociales et la sécurité d'approvisionnement l'emportent globalement. Un plafond démographique rigide n'est pas pertinent pour une Suisse avec une population vieillissante. economiesuisse rejette fermement l'initiative du chaos. À la place, il faut relever systématiquement les défis actuels liés à l'exploitation du potentiel de main-d'œuvre indigène, au marché du logement, aux infrastructures et à la politique d'asile. Vous trouverez de plus amples informations sur ces questions dans le dernier chapitre de notre [dossierpolitique](#).



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Guido Saurer

Responsable suppléant du département Politique économique et formation



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch